



Jörgen Holmquist Directeur général, DG Marché intérieur et services, Commission européenne

Une nouvelle d'importance est annoncée dans ce troisième numéro de Single Market News pour l'année 2009: l'adoption par la Commission d'un ensemble de propositions législatives visant à renforcer la surveillance du secteur financier en Europe. En moins d'un an depuis la création du groupe de réflexion présidé par Jacques de Larosière¹, la Commission a ainsi élaboré un train de mesures concrètes pour faire face à la crise actuelle et contribuer à prévenir les crises futures. (voir page 6)

Les 24 et 25 septembre 2009, les leaders du G20 se sont réunis à Pittsburgh, en un sommet essentiellement consacré à la nécessité d'apporter à la crise financière une réponse coordonnée à l'échelon mondial. Ce sommet a été un succès: il a marqué une nouvelle étape importante dans le processus de réforme du système financier engagé au niveau international. Beaucoup reste cependant à faire. La DG Marché intérieur et services continuera à représenter la Commission au sein du Conseil de stabilité financière, comme membre actif et engagé. Une mise en œuvre coordonnée, rapide et cohérente des engagements pris au G20 revêt, en effet, une importance cruciale (voir page 24).

Un autre fait marquant a été la récente entrée en vigueur de la nouvelle directive sur les procédures de passation de marchés dans les secteurs de la défense et de la sécurité. La période à venir s'annonce délicate, parce que la plupart des autorités compétentes pour ces secteurs, mais aussi les sociétés qui y opèrent ne sont pas habituées à appliquer des règles communautaires. De leur côté, les services de la Commission ne sont pas toujours totalement au fait des spécificités des questions de défense et de sécurité. Aussi toutes les parties intéressées devront-elles en passer par un important processus d'apprentissage durant la transposition de la directive (voir page 22).

L'année dernière, la DG MARKT a fait, du souci de toucher plus de parties prenantes, une priorité. Dans un entretien accordé par l'UEAPME, grande fédération de PME européennes, vous lirez comment cette organisation représente les intérêts des PME au niveau de l'UE et comment la «loi sur les petites entreprises» (Small Business Act) et la directive «services» ont facilité, pour ses membres, l'exercice d'une activité transfrontalière (voir page 12). Quant au dispositif des «guichets uniques», au cœur de la directive «services» et qui devrait être mis en place d'ici à la fin de l'année, il aidera encore davantage les PME à se tourner vers l'étranger (voir page 8).

En novembre 2008, la Commission a lancé une consultation publique sur les moyens possibles d'ouvrir le marché européen de l'audit. Sur la base des réponses reçues, elle étudiera attentivement quelles mesures peuvent être prises au niveau de l'UE pour encourager l'entrée sur le marché de nouveaux acteurs (de plus petite taille), sans mettre pour autant en péril l'indépendance des auditeurs ni la qualité des audits effectués (voir page 11).

Selon le dernier tableau d'affichage du marché intérieur publié par la Commission européenne, les États membres continuent à bien transposer en temps utile dans leur droit interne les règles adoptées en ce qui concerne le marché intérieur. Celui-ci revêt une importance cruciale pour la relance de l'économie européenne. Mais pour qu'il fonctionne efficacement, il convient que ses règles soient correctement transposées et appliquées, et cette application dûment contrôlée au niveau national. La Commission a publié une recommandation intitulée «Mesures visant à améliorer le fonctionnement du marché intérieur», qui propose des mesures concrètes à cet effet (voir page 16).

Vous trouverez enfin dans ce numéro de Single Market News des entretiens avec quelques-uns des experts nationaux détachés auprès de la DG MARKT, qui ont été invités à expliquer quelle expertise ils ont apportée à celle-ci et quelles connaissances et expérience ils espèrent retirer de leur passage à la Commission.

¹ Voir Single Market News n° 54, La crise financière et économique: un entretien avec David Wright).